

Unité départementale des Landes

Mont-de-Marsan, le 25/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

RESANO NS

239 allée de la piste
ZAE ATLANTISUD
40230 Saint-Geours-de-Maremne

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2022 dans l'établissement RESANO NS implanté 239 allée de la piste ZAE ATLANTISUD 40230 Saint-Geours-de-Maremne. L'inspection a été annoncée le 04/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société RESANO NS exploite actuellement un entrepôt de stockage couvert sur la commune de Saint-Geours-de-Maremne, au sein de la ZAE Atlantisud.

Dans le cadre de sa régularisation administrative (absence de dépôt de dossier d'enregistrement), la société RESANO NS a sollicité l'administration afin de se faire connaître des services de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RESANO NS
- 239 allée de la piste ZAE ATLANTISUD 40230 Saint-Geours-de-Maremne
- Code AIOT dans GUN : 0100001452
- Régime : E (fonctionnement sans titre)
- Statut Seveso : Non Seveso

L'installation est un entrepôt de stockage couvert soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510.

Les matières et quantités stockées, indiquées par l'exploitant sont les suivantes:

Bidons plastiques/palettes :92T

Bobines de film plastique: 114T

Cartons+gobelets (BEER UP): 11T

Plastique en big bag: 98T

Sac de semences: 358T

soit un total de 673T de matières combustibles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Gestion des eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection |
|---|---|--|--|
| Situation administrative-dossier enregistrement | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription, régularisation |
| Risque incendie/ plan | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 3.5 | / | Mesures conservatoires |
| Risque incendie/ plan | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 23 | / | Mesures conservatoires |
| Risque incendie / conditions de stockage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 6 | / | Mesures conservatoires |
| GESTION DES EAUX/ INCENDIE /Eaux d'extinction | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 11 | / | Mesures conservatoires |
| RISQUE INCENDIE / Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article {Non Renseigné} | / | Mesures conservatoires |
| RISQUE INCENDIE/ Evacuation personnel | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 14 | / | Mesures conservatoires |
| GESTION DES EAUX / Entretien et surveillance | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.6.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| GESTIONS DES EAUX/ Stockage matières dangereuses pour l'environnement | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 10 | / | Mesures conservatoires |
| Risque incendie/évacuation | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 14 | / | Mesures conservatoires |
| Conditions de stockage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE I /Définitions | / | Mise en demeure, dépôt de dossier, respect de prescription |

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| Etat des stocks | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.4 I | / | |
| Risque incendie / FDS | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.4 I | / | |
| Risque incendie / désenfumage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 5 | / | |
| RISQUE INCENDIE / Détection automatique | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 12 | / | |
| RISQUE INCENDIE/ATEX/ Local charge batterie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 17 | / | |
| GESTION DES EAUX / plan des réseaux | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.6.1 | / | |
| GESTION DES EAUX / Eaux pluviales | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.6.4 | / | |
| Contrôle d'accès | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II . 27 | / | |
| Fumigation | Arrêté Ministériel du 04/08/1986, article 10 | / | |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| Situation administrative-rapport assureur | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.2 | / | |
| Voie engin | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 3.1 | / | |
| Risque incendie/accessibilité | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 3.3.2 | / | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé des manquements graves en matière de sécurité incendie sur le site menaçant la sécurité des personnels et des locaux.

Un arrêté mettant en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative et imposant des mesures conservatoires est adressé conjointement au présent rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative-dossier enregistrement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.2 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation;- les différents documents prévus par le présent arrêté. |
| Constats : Le site exploite actuellement de manière illégale. Aucun dossier n'a été déposé en préfecture. L'exploitant régularisera sa situation administrative sous 3 mois soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement soit en réduisant ses quantités stockées pour exploiter sous les seuils ICPE. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription – régularisation administrative |

Nom du point de contrôle : Situation administrative-rapport assureur

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.2 |
| Prescription contrôlée : Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a fourni, par mail, l'évaluation des risques d'incendies et de pertes d'exploitation établie par son assureur AXA suite à une visite en date du 30/06/2021. A noter que ce rapport relève des améliorations à apporter et des actions à mener concernant: - l'entretien et les précautions à prendre autour du brûleur fuel et des installations de chauffage - une vérification de l'installation électrique et l'entretien des armoires - la réalisation d'une étude foudre - l'emplacement des chargeurs de batteries - la réalisation d'inspection mensuelle en matière de lutte contre l'incendie - le stockage des combustibles extérieurs. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.4 I

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

[...]

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats : L'exploitant utilise le logiciel AKANEA pour effectuer un suivi de ses stocks. Une extraction du logiciel en date de l'inspection a pu être fournie.

Ce logiciel étant hébergé sur un serveur extérieur, l'inventaire est disponible à tout moment même en cas de coupure de courant.

Cependant, cet état des stocks n'est pas exploitable en l'état. Il ne permet pas d'obtenir, rapidement, en cas de crise, un état des stocks par catégorie de produit et mention de danger.

L'état des stocks de l'extension ne fait pas apparaître les noms des produits stockés, seulement des codes produits, le rendant non exploitable facilement en situation accidentelle.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Risque incendie / FDS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.4 I |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. |
| Constats : L'exploitant a présenté deux FDS: butanol et propanol. Ces dernières sont en anglais. Les FDS de l'acide octanoïque, de l'acide succinique et du propylenglycol étaient absentes, alors que ces produits ont été constatés sur site (acide octanoïque) ou dans l'état des stocks (propylenglycol). Il conviendra que l'exploitant détienne l'ensemble des FDS pour l'ensemble des produits stockées. De plus, ces fiches doivent être en français afin de faciliter leur lecture en cas d'accident. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Risque incendie/ plan

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 3.5 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe. |
| Constats : Ce plan est absent. Seul le plan d'évacuation faisant figurer la localisation des extincteurs et des RIA est affiché dans les locaux. Le plan avec la localisation des matières stockées et des dangers associés est absent. Ce plan devra faire figurer les différentes zones de stockage et les matières stockées y compris les zones de stockage extérieures (GRV par exemple). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mesures conservatoires |

Nom du point de contrôle : Risque incendie/ plan

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 23 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes); - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> |
| <p>Constats : Le site ne dispose pas de plan de défense contre l'incendie. Le site ne dispose pas des documents mentionnés à l'annexe II art 23 de l'AM du 11/04/17.</p> <p>Aucun point n'a été réalisé avec le SDIS: ni sur documents ni en exercice. L'exploitant n'a pas été en mesure de prouver le bon dimensionnement des dispositifs de lutte contre l'incendie.</p> <p>Un manuel de cellule de crise est en cours de déploiement à l'échelle du groupe sur la base d'un exercice réalisé sur un site Hautier à Strasbourg. Le déploiement des fiches réflexes est prévu dans le courant 2022.</p> <p>L'exploitant fournira l'ensemble des documents prévus et tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées et des secours un plan de défense contre l'incendie.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mesures conservatoires |

Nom du point de contrôle : Voie engin

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 3.1 |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. |
| Constats : L'entrée des secours s'effectue par le portail de sortie. Le jour de la visite la voie était dégagée. Le portail est ouvrable depuis l'intérieur par appui sur un interrupteur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Risque incendie/accessibilité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 3.3.2 |
| Prescription contrôlée : Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires. |
| Constats : La cuve d'eau et les vannes de branchement étaient accessibles le jour de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Risque incendie / désenfumage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 5 |
| Prescription contrôlée : Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...] Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. [...] Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique. |
| Constats : La cellule est divisée en 3 cantons de désenfumage. Il s'agit d'un désenfumage automatique déclenché par capsule lors d'une augmentation de température. L'exploitant indique que les 2% de superficie sont atteints dans l'extension et seulement 1.5% pour la cellule la plus ancienne. Des travaux en février 2022 devraient permettre d'atteindre le seuil de 2%. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des commandes manuelles existent ni leur localisation. Aucun exercice ou essai de déclenchement manuel n'a été effectué. L'entreprise Da Costa est venue vérifier les équipements en novembre 2021. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Risque incendie / conditions de stockage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 6 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts.</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats : Les conditions de stockage ne sont pas respectées.</p> <p>Du stockage anarchique est réalisé contre les parois de l'entrepôt et entre les palettiers empêchant la libre circulation.</p> <p>Du stockage est réalisé sur le cheminement piéton.</p> <p>Du stockage est réalisé devant les équipements de luttés contre l'incendie : RIA, extincteurs malgré un marquage au sol identifiant clairement une zone à laisser libre d'accès. La majorité des moyens de lutte contre l'incendie n'est pas accessible.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mesures conservatoires |

Nom du point de contrôle : GESTION DES EAUX/ INCENDIE /Eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 11

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

[...]

Dispositif d'isolement sont signalés, actionnables en toute circonstance, localement et à partir d'un poste de commande. »

Constats : Le site est équipé d'un bassin de rétention isolable de 710 m3.

Le bassin est en mauvais état. Par endroit, le géotextile assurant l'étanchéité de l'ouvrage est remonté à la surface. De la boue et des végétaux sont présents en quantité importante en fond de bassin, réduisant d'autant le volume utile disponible.

L'entretien de l'ouvrage n'est pas réalisé.

Cet ouvrage est relié à un bassin d'infiltration de 650 m3 via une pompe de relevage. Une vanne manuelle permet d'isoler le bassin de rétention en cas de pollution. La procédure est connue du chef d'atelier et du responsable parc. Un essai de manipulation a été réalisé lors de l'inspection. La vanne est indiquée par un panneau mais cachée par un stockage anarchique de palette et difficilement accessible.

Un séparateur hydrocarbures est également présent entre le bassin de rétention et le bassin d'infiltration. L'exploitant indique en avoir assuré l'entretien et le nettoyage en 2021. Les justificatifs de la bonne réalisation de cet entretien et le bordereau de déchets dangereux associé n'ont pas été présentés lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires

Nom du point de contrôle : RISQUE INCENDIE / Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 12

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats : Le site est équipé d'une détection incendie 24h/24 et 7j/7. L'alarme est remontée auprès de la société Action Sécurité qui contacte l'exploitant et les secours en cas de déclenchement de l'alarme. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si une levée de doute avait lieu ni par qui cette dernière était éventuellement réalisée.

L'exploitant clarifiera ce point.

Par ailleurs, Action Sécurité assure aussi la surveillance de l'alarme anti-intrusion.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : RISQUE INCENDIE / Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 .

Constats : L'installation est équipée:

- d'une réserve d'eau de 243 m3. Cette réserve est équipée de branchement pour les pompiers. Le manomètre censé indiquer son niveau et son taux de remplissage est cassé et illisible. Le contrôle se fait de manière visuelle, 1 fois par an. En cas d'incendie, il est donc impossible de suivre l'évolution du remplissage de la cuve depuis le sol.

-d'un poteau incendie à l'entrée du site, devant les bureaux.L'exploitant indique l'avoir fait contrôler par le SDIS en 2021. Le rapport de vérification du poteau incendie n'a pas été présenté lors de l'inspection.

-la cellule n'est actuellement pas équipée d'un système de sprinklage.Des travaux sont prévus au premier semestre 2022 afin de mettre en place 2 murs d'eau ainsi qu'un système de sprinklage en toiture. L'alarme associée sera gérée en association avec la société de surveillance.

-les cellules de stockage sont équipées de RIA et d'extincteurs. La majorité de ces équipements ne sont pas accessibles car leur accès est encombré par du stockage anarchique. Par ailleurs, après interrogation du personnel travaillant dans la zone, il a été impossible de tester un RIA, aucun agent n'ayant été formé à leur manipulation. L'agent présent depuis 3 ans dans l'entreprise n'a jamais suivi de formation pour manipuler de RIA ni d'extincteur et n'a jamais réalisé d'exercice d'évacuation incendie.

-les extincteurs et RIA ont été contrôlés en novembre 2021. Le rapport de vérification n'a pas été présenté lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires

Nom du point de contrôle : RISQUE INCENDIE/ Evacuation personnel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 14 |
| Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables. |
| Constats : Depuis 3 ans, le personnel n'a suivi aucune formation en matière de risque incendie et aucun exercice d'évacuation a été réalisé avec ou sans le SDIS. Deux issues de secours ont été testées. L'une d'entre elle était très difficilement ouvrable et débouchait sur une palette instable en guise de marche. Lors de l'inspection, les conditions d'une évacuation rapide et sûre n'étaient pas réunies. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mesures conservatoires |

Nom du point de contrôle : RISQUE INCENDIE/ATEX/ Local charge batterie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 17 |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux. Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée. La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone. S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes). |
| Constats : Les batteries sont actuellement rechargées au sein de la cellule de stockage. L'absence de risque d'émanation de gaz n'est pas garantie tout comme le respect d'une distance de 3 mètres vis-à-vis de toutes matières combustibles. La protection du système de recharge vis-à-vis des risques de courts-circuits n'est pas garantie. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : GESTION DES EAUX / plan des réseaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.6.1 |
| Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.); - les secteurs collectés et les réseaux associés; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.); - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. |
| Constats : Aucun plan des réseaux n'a pu être présenté lors de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : GESTION DES EAUX / Entretien et surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.6.2 |
| Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. [...] Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. |
| Constats : L'exploitant a indiqué ne pas stocker de matières liquides dans son entrepôt. Or l'état des stocks révèle la présence de butanol et de propanol. Aucune rétention n'est prévue au sein des cellules de stockage. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : GESTIONS DES EAUX/ Stockage matières dangereuses pour l'environnement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 10 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut. Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p> |
| <p>Constats : De l'acide octanoïque (matière dangereuse) est stockée sur le parking (78 bidons de 180kg soit 14T). Les bidons sont stockés sur le bitume dans une zone non prévue à cet effet et fréquentée par des poids lourds. Une rubalise est présente mais aucun affichage n'est réalisé à proximité et aucune rétention n'est présente. En cas de choc, le liquide serait collecté par le réseau de voirie et polluerait le bassin de rétention et le bassin d'infiltration (en cas de non fermeture de la vanne d'isolement). L'exploitant indique que ce stockage est réalisé à titre exceptionnel.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mesures conservatoires |

Nom du point de contrôle : GESTION DES EAUX / Eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II 1.6.4 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;- l'effluent ne dégage aucune odeur ;- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10% de ce QMNA5. En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p> |
| <p>Constats : Aucune analyse n'est réalisée sur les eaux pluviales (voiries) collectées par le bassin de rétention avant infiltration.</p> <p>Aucun document attestant du bon dimensionnement des ouvrages n'a été présenté lors de l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Risque incendie/évacuation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 14 |
| Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m ² . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables. |
| Constats : 2 issues de secours ont été testées. L'une d'elles était difficilement ouvrable et débouchait sur une palette instable. Par ailleurs, un agent, présent depuis plus de 3 ans a indiqué n'avoir jamais réalisé d'exercice d'évacuation incendie. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mesures conservatoires |

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE I /Définitions |
| Prescription contrôlée : Cellule: partie d'un entrepôt compartimenté séparée des cellules voisines par un dispositif REI 120, et destinée au stockage. Code de l'environnement, article R.511-9 (nomenclature). |
| Constats : Une grande quantité de GRV vides est stockée en extérieur sur le parking dans une zone non prévue à cet effet. Ces GRV plastiques ne sont pas stockés sous toiture. Aucune analyse du volume stocké vis-à-vis d'un classement au titre de la rubrique 2663-2 n'a été réalisé. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Contrôle d'accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II . 27 |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. |
| Constats : Bien que l'accès aux cellules de stockage soit soumis à contrôle d'accès, la clôture périphérique n'est pas continue et n'assure pas la non intrusion d'une personne étrangère à l'installation. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Fumigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/1986, article 10

Prescription contrôlée :

Les installations non spécialisées permettent la fumigation des matières placées sous bâche étanche au fumigant utilisé, des locaux ainsi que des moyens de transports rendus étanches définis à l'article 2 du présent arrêté.

Sans préjudice de toutes autres dispositions réglementaires concernant la sécurité, ces installations ne pourront être utilisées que selon des procédures d'utilisation fixées par le ministre de l'agriculture (service de la protection des végétaux).

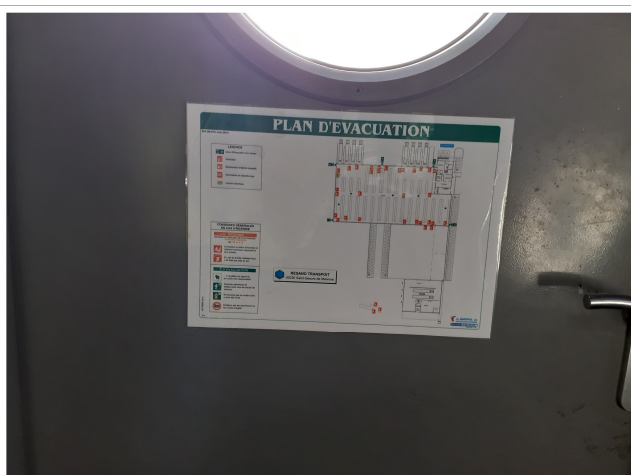
De plus, ces opérations ne peuvent avoir lieu que si le chef du service régional de la protection des végétaux concerné a été avisé par écrit par la personne physique ou morale, l'entreprise ou le groupement agréé, au moins trois jours ouvrables à l'avance, du nom et de l'adresse de l'opérateur certifié, des dates et lieu de traitement, ainsi que du mode opératoire prévu.

En cas de non-respect de ces prescriptions, l'agrément de la personne physique ou morale, de l'entreprise ou du groupement agréé sera retiré.

Constats : Aucun document garantissant que les démarches déclaratives ont bien été effectuées et que la cellule de stockage a bien été rendue étanche préalablement à la fumigation n'a été présenté.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

ANNEXE PHOTOGRAPHIES



Plan d'évacuation sur issue de secours



Stockage sur espace de dégagement devant un RIA



Extincteur inaccessible par stockage anarchique



Stockage entre palettiers



Stockage ne respectant pas la dimension des ilots



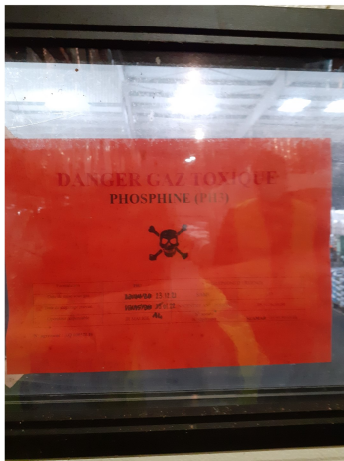
Stockage entre palettiers



Stockage anarchique contre les parois de l'entrepôt



Stockage de matière dangereuse sur parking sans rétention



Zone accueillant l'activité de fumigation



Stockage de palettes autour de la vanne d'isolement des bassins



Vanne d'isolement du bassin de rétention cachée par des palettes



Stockage de GRV sur le parking



Stockage de GRV sur le parking



Stockage de GRV sur le parking



Bassin de rétention présentant une remontée de la bâche



Manomètre défectueux de la cuve d'eau incendie